

SUJETS DU PREMIER TOUR

Séance n° 1 : Lundi 23 novembre 2015 à 18 heures

« La personne illettrée qui, souhaitant souscrire un engagement de caution, n'est pas en mesure de faire précéder sa signature des mentions manuscrites exigées par le code de la consommation, peut-elle valablement s'engager par acte sous seing privé ? »

Cass. Civ. 1^{re}, 9 juillet 2015, pourvoi n° 14-21.763, à paraître au *Bulletin*

Rapporteur : Mme Stéphanie Kurc

Séance n° 2 : Lundi 30 novembre 2015 à 18 heures

« Le fait pour un officier de police judiciaire de placer en garde à vue, pour des faits de rébellion et d'outrage à son encontre, un avocat assistant une personne elle-même placée en garde à vue, méconnaît-il les droits et libertés garantis par la Convention européenne des droits de l'Homme ? »

CEDH, 23 avril 2015, *François c. France*, req. n° 26690/11

Rapporteur : M. Sylvain Ravenne

Séance n° 3 : Lundi 7 décembre 2015 à 18 heures

« Lors de l'examen d'une demande par une commission administrative à caractère consultatif, la seule présence dans la salle d'un membre en situation de devoir s'abstenir de siéger entache-t-elle la procédure d'irrégularité, alors même qu'il n'a participé ni aux débats ni au vote ? »

CE, 22 juillet 2015, req. n° 361.962, à paraître au *Recueil*

Rapporteur : M. Gilles Merveilleux du Vignaux

Séance n° 4 : Lundi 14 décembre 2015 à 18 heures

« Est-il interdit à l'employeur de consulter, en dehors de la présence du salarié, les SMS envoyés ou reçus par ce dernier au moyen de son téléphone professionnel ? »

Cass. Com., 10 février 2015, pourvoi n° 13-14.779, à paraître au *Bulletin*

Rapporteur : M. Charles Pastor

Séance n° 5 : Lundi 4 janvier 2016 à 18 heures

« Le détenteur de biens meubles indivis qui se les approprie ou en dispose à l'insu de ses coindivisaires commet-il un vol au préjudice de ces derniers ? »

Cass. Crim., 12 mai 2015, pourvoi n° 13-87.668, à paraître au *Bulletin*

Rapporteur : Mme Stéphanie Kurc

Séance n° 6 : Lundi 11 janvier 2016 à 18 heures

« Les conséquences du manquement d'un diagnostiqueur technique à son obligation d'information envers l'acquéreur d'un immeuble ne peuvent-elles s'analyser qu'en une perte de chance ? »

Cass. Mixte, 8 juillet 2015, pourvoi n° 13-26.686, à paraître au *Bulletin*

Rapporteur : M. Sylvain Ravenne

Séance n° 7 : Lundi 18 janvier 2016 à 18 heures

« La circonstance que la déchéance de la nationalité pour actes de terrorisme ne puisse être prononcée qu'à l'encontre d'une personne ayant acquis la nationalité française méconnaît-elle le principe d'égalité ? »

Cons. Const., 23 janvier 2015, décision n° 2014-439 QPC

Rapporteur : M. Gilles Merveilleux du Vignaux

Séance n° 8 : Lundi 25 janvier 2016 à 18 heures

« Est-il exclu que le téléchargement de données informatiques sans le consentement de leur propriétaire soit constitutif d'un vol ? »

Cass. Crim., 20 mai 2015, pourvoi n° 14-81.336, à paraître au *Bulletin*

Rapporteur : M. Charles Pastor

Séance n° 9 : Lundi 1^{er} février 2016 à 18 heures

« Le placement, au cours d'une mesure de garde à vue, de deux personnes dans des cellules contiguës préalablement sonorisées, de manière à susciter des échanges qui seraient enregistrés à leur insu, constitue-t-il un procédé déloyal d'enquête ? »

Cass. Ass. Plén., 6 mars 2015, pourvoi n° 14-84.339, à paraître au *Bulletin*

Rapporteur : Mme Stéphanie Kurc

Séance n° 10 : Lundi 8 février 2016 à 18 heures

« Les salariés qui n'ont informé leur employeur de leurs revendications professionnelles qu'au moment où celui-ci les a interrogés sur les raisons du blocage des portes de l'entreprise peuvent-ils se prévaloir de la protection attachée au droit de grève ? »

Cass. Soc., 30 juin 2015, pourvoi n° 14-11.077, à paraître au *Bulletin*

Rapporteur : M. Sylvain Ravenne

Séance n° 11 : Lundi 15 février 2016 à 18 heures

« L'interdiction faite aux distributeurs d'eau d'interrompre la distribution d'eau dans toute résidence principale tout au long de l'année pour non-paiement des factures méconnaît-elle les droits et libertés garantis par la Constitution ? »

Cons. Const., 29 mai 2015, décision n° 2015-470 QPC

Rapporteur : M. Gilles Merveilleux du Vignaux

Séance n° 12 : Lundi 7 mars 2016 à 18 heures

« La personne ayant renié son baptême peut-elle obtenir l'effacement de la mention de celui-ci du registre paroissial ? »

Cass. Civ. 1^{re}, 19 novembre 2014, pourvoi n° 13-25.156, à paraître au *Bulletin*

Rapporteur : M. Charles Pastor

Séance n° 13 : Lundi 14 mars 2016 à 18 heures

« La décision d'un groupe de presse d'effectuer une retenue de 50 % sur la rémunération des grévistes travaillant au sein de publications parues à temps et une retenue de 100 % sur celle des grévistes travaillant au sein de publications parues en retard est-elle conforme aux principes régissant l'exercice du droit de grève ? »

Cass. Soc., 9 juillet 2015, pourvoi n° 14-12.779, à paraître au *Bulletin*

Rapporteur : Mme Stéphanie Kurc

Séance n° 14 : Lundi 21 mars 2016 à 18 heures

« L'article 33 de la loi du 24 novembre 2009, qui confie à l'administration pénitentiaire le soin de déterminer, par un acte d'engagement, les droits et obligations professionnels, les conditions de travail et la rémunération de la personne détenue participant aux activités professionnelles organisées dans les établissements pénitentiaires, méconnaît-il les droits et libertés garantis par la Constitution ? »

Cons. Const., 25 septembre 2015, décision n° 2015-485 QPC

Rapporteur : M. Sylvain Ravenne

Séance n° 15 : Lundi 4 avril 2016 à 18 heures

« Un maire peut-il, sans commettre une illégalité manifeste, refuser de faire usage de ses pouvoirs de police pour mettre fin à l'exposition, dans la vitrine d'une boulangerie, de pâtisseries figurant des personnages de couleur noire présentés dans une attitude obscène et s'inscrivant dans l'iconographie colonialiste ? »

CE, 16 avril 2015, req. n° 389.372, à paraître aux tables du *Recueil*

Rapporteur : M. Gilles Merveilleux du Vignaux

Séance n° 16 : Lundi 11 avril 2016 à 14 heures 30

« La circonstance pour un homme d'avoir eu des rapports sexuels avec un autre homme justifie-t-elle une exclusion permanente du don de sang ? »

CJUE, 29 avril 2015, *Geoffrey Léger c. ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes et Etablissement français du sang*, n° C-528/13

Rapporteur : M. Charles Pastor